La Chine n’échappe pas au problème de l’endettement public

09/03/2010 à 12h56

A l’occasion de la publication de son rapport budgétaire, le 5 mars, la Chine se félicitera d’avoir atteint 8,7% de croissance, en maintenant son déficit budgétaire à 3% de son produit intérieur brut (PIB). Pourtant, stimuler l’économie chinoise aura eu un coût bien plus lourd qu’il n’y paraît, en raison de l’endettement frénétique des gouvernements provinciaux.

> *Selon les médias officiels, ils ont emprunté 3.800 milliards de yuans (410 milliards d’euros) aux banques en 2009, afin de maintenir l’activité économique. Une somme à laquelle s’ajoutent 450 milliards de yuans levés sur les marchés obligataires. Si on ajoute à ce total la dette du gouvernement central, le déficit budgétaire réel de la Chine s’élève… à 15% du PIB, pour l’année 2009. C’est un chiffre d’autant plus effrayant que les gouvernements décentralisés n’ont, sans doute, pas dépensé les fonds empruntés avec la plus grande sagesse.*

Néanmoins, une crise de la dette souveraine reste peu probable. Même si Pékin “absorbait” ces dettes, le déficit public total resterait sous la barre des 60 % du PIB.

Or, il est peu probable que le gouvernement central s’engage dans cette voie. En d’autres termes, les défauts de paiement à venir seront laissés à la charge des banques. Selon UBS, cette augmentation de l’endettement en 2009 pourrait se traduire par quelque 3.000 milliards de yuans de crédits en souffrance dans les années à venir, dus essentiellement aux prêts accordés aux

gouvernements provinciaux.

Ces 3.000 milliards de yuans représentent dix fois les bénéfices engrangés en 2008 par les trois plus grosses banques chinoises cotées en Bourse et suffiraient à faire passer le taux de crédits en souffrance dans le système bancaire, de 2 % à 9 %, selon le niveau actuel des actifs.

Si les défauts de paiement s'étendent aux obligations, les investisseurs étrangers pourraient se retrouver dans une situation peu engageante : au vu des défaillances constatées par le passé, ils risquent de ne récupérer qu'un pourcentage infime de leur investissement.

Pour l'heure, Pékin se satisfait certainement de cette stratégie de non-intervention. Après tout, les banques sont sans doute capables de se tirer d'affaires seules. Mais si elles enregistraient de lourdes pertes, si les investisseurs privés prenaient la fuite, c'est vers le gouvernement central que les bailleurs se tourneraient pour de nouveaux capitaux. Pékin aurait eu beau refiler la patate chaude, c'est entre ses mains qu'elle finirait.

Le Monde